RAPPORT DE RECHERCHE

Démystifier la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'aide au développement

Mo Ibrahim Foundation

OCTOBRE 2025

Démystifier la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'aide au développement

Alors que l'APD des bailleurs historiques enregistre des coupes massives, il est plus utile que jamais d'évaluer le poids exact de l'APD pour l'Afrique. Si l'ampleur des réductions de l'USAID et des engagements des bailleurs traditionnels paraissent brutales, elles ne font que s'inscrire dans une tendance plus longue, à l'œuvre depuis longtemps.

> Pour beaucoup de bailleurs historiques, la conviction qui sous-tendait l'aide au développement, à savoir que notre prospérité future et la leur allaient de pair, a disparu. Même si cela reste vrai, leurs opinions publiques n'en sont plus convaincues. [...] Le monde que nous connaissions n'est plus, qu'il s'agisse de l'aide, du commerce ou du développement. Il est peu probable que nous revenions à la situation antérieure. Si cette évolution constitue indéniablement un défi pour notre continent, elle présente aussi l'occasion de changer de braquet et d'aller de l'avant.
>
> *Dre Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'OMC*

> Bien que [la fin de l'aide] soit tragique à court terme [...],il s'agit d'un avenir que, pour différentes raisons, nous considérons tous comme nécessaire et qui, s'il est bien mené, est à même de dégager un financement prévisible et durable de nature à soutenir les pays dans leurs choix de développement.
>
> *Mark Malloch-Brown, ancien Vice-Secrétaire général de l'ONU*

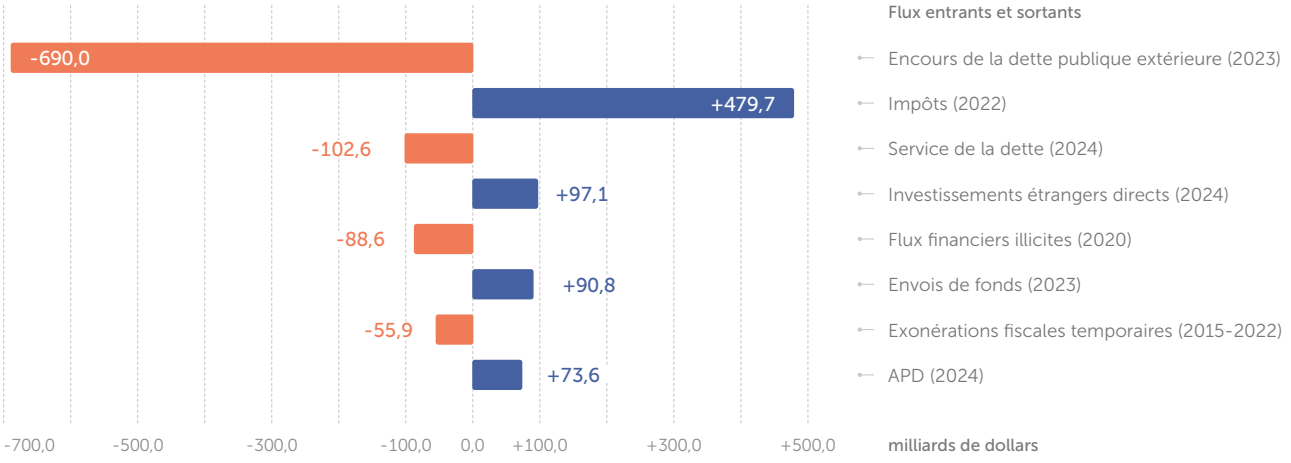
Pour l'Afrique, l'APD reçue reste marginale au regard d'autres sources ou des pertes de flux financiers

En 2023 (dernière année disponible), l'APD accordée à l'Afrique par l'ensemble des bailleurs s'élevait à 73,6 milliards de dollars[1]. C'est moins que ce que le continent reçoit annuellement sous forme d'envois de fonds (90,8 milliards de dollars en 2023[2]), d'investissements étrangers directs (97,1 milliards de dollars en 2024[3]) ou de recettes fiscales (479,7 milliards de dollars en 2022[4]), et représente un peu moins de 10 % de ces quatre principales sources de revenus combinées.

L'encours de la dette publique extérieure de l'Afrique s'élevait au niveau faramineux de 960 milliards de dollars en 2023[5], soit plus de neuf fois l'APD reçue, le service annuel de la dette du continent représentant à lui seul 102,6 milliards de dollars en 2024[6]. En outre, les flux financiers illicites (88,6 milliards de dollars en 2020[7]) et les exonérations fiscales (55,9 milliards de dollars en 2015-2022[8]) représentent pour le continent un montant à peu près équivalent à l'aide reçue.

> En termes de flux financiers, le continent africain perd chaque année davantage de ressources du fait du service de la dette ou des sorties illicites de capitaux qu'elle ne reçoit en APD

Afrique : pertes et recettes financières (dernière année disponible)



Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après Global Tax Expenditures Database (2025), OCDE (2025a ; 2025b), ONE (2025), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2020 ; 2025), Banque mondiale (2025a ; 2025b).

2025 : coupes massives de l'APD chez les bailleurs historiques

Le jour même de sa seconde investiture, le 20 janvier 2025, le président des États-Unis Donald Trump a gelé l'aide américaine pendant 90 jours, dans l'attente d'un examen par l'administration[9]. Au 7 mai, sur les 6 256 programmes mis en œuvre par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), seuls 891 (14 %), étaient toujours en place, pour une valeur cumulée de 69 milliards de dollars (contre 120 milliards de dollars le 20 janvier 2025)[10]. En 2023 (dernière année disponible), les États-Unis ont contribué à hauteur de 20,7 % à l'aide publique au développement (APD) totale à l'Afrique[11].

Selon les données préliminaires relatives à l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD)*, l'APD cumulée pour l'ensemble des bénéficiaires et des secteurs a diminué de 7,1 % en 2024 par rapport à 2023. Il s'agit de la première baisse après cinq années de croissance consécutive, attribuable, pour l'essentiel, à l'augmentation de l'APD en faveur de l'Ukraine[12].

En Allemagne, le deuxième bailleur bilatéral de l'Afrique après les États-Unis, les réductions du budget de l'APD entre 2023 et 2025 s'élèvent à 3 milliards d'euros (3,1 milliards de dollars), soit une baisse de 10,5 %[13]. Le budget 2025 de la France comprend une réduction de 1,2 milliard d'euros (1,4 milliard de dollars) de l'APD, soit une chute de 18,6 % par rapport à 2024[14]. Le Royaume-Uni a lui aussi réduit son aide au développement d'environ 6,5 %, passant ainsi de 15,3 milliards de livres sterling (20,5 milliards de dollars) en 2023 à 14,3 milliards de livres sterling (19,2 milliards de dollars) en 2025[15].

Après 5 ans de hausse, en grande partie lieé à de l'Ukraine, l'APD globale a chuté de 7,1 % entre 2023 et 2024

Données relatives à l'APD

Toutes les données relatives à l'APD proviennent du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les données préliminaires pour l'année N-1, qui ne couvrent que les niveaux agrégés, sont disponibles en avril de l'année N. Les données détaillées de l'année N-1, y compris la ventilation géographique et sectorielle, sont publiées à la fin de l'année N.

La dernière année de données disponible dans le SNPC de l'OCDE et dans cette note est donc 2023. Les données préliminaires pour 2024 sont extraites de la note de synthèse détaillée de l'OCDE « Données préliminaires de l'aide publique au développement en 2024 », publiée le 17 avril 2025 pour la version française.

En 2023, seuls cinq pays ont atteint l'objectif de 0,7 % du ratio APD/RNB : l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège et la Suède.

La plupart des pays membres du CAD n'ont jamais respecté leurs engagements en matière d'APD

Depuis l'adoption de cet objectif en 1970 par les Nations Unies, les pays bailleurs n'ont atteint que la moitié de la cible d'aide établie à 0,7 % de leur RNB annuel. En 2023, les pays membres du CAD consacraient en moyenne 0,37 % de leur RNB à l'APD, part qui a légèrement diminué pour atteindre 0,33 % en 2024. Le montant couvert concerne non seulement l'aide destinée aux pays en développement, mais aussi à des pays comme l'Ukraine[16].

En 2023, seuls cinq membres du CAD ont atteint l'objectif de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD : l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège et la Suède[17]. En 2024, ce nombre est tombé à quatre pays, le ratio de l'Allemagne étant passé de 0,82 % à 0,67 %[18].

*Le CAD est l'organe par l'intermédiaire duquel l'OCDE promeut la coopération au développement et les politiques en la matière. Il se compose aujourd'hui de l'Union européenne et de 32 États membres à revenu élevé : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

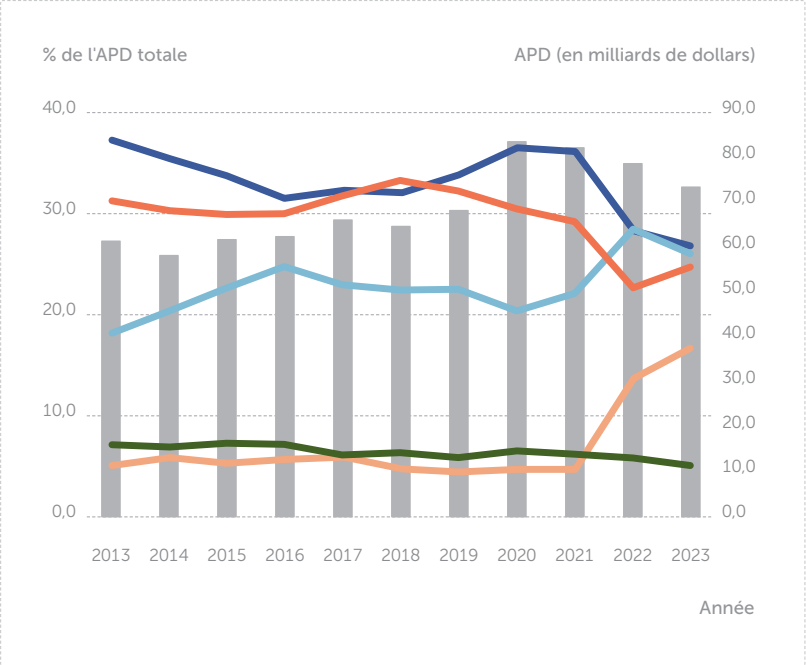
L'APD à l'Afrique baisse depuis déjà une dizaine d'années

Entre 2020 et 2023, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a fait que l'Europe a été la seule région à bénéficier d'une augmentation massive de l'APD, qui a plus que quadruplé. La part de l'APD globale accordée à l'Europe est passée de 4,6 % à 16,6 %, au détriment d'autres régions.

Bien que l'Afrique demeure le premier bénéficiaire si l'on considère le montant total reçu (73,6 milliards de dollars en 2023), la part de l'APD versée à l'Afrique a chuté de 11 points de pourcentage, passant de 37,6 % en 2013 à 26,7 % en 2023. Parmi les dix principaux bailleurs du continent africain en 2023, six étaient des institutions multilatérales (Banque mondiale, Union européenne, Fonds mondial, ONU, Fonds monétaire international et Banque africaine de développement) et quatre des pays membres du CAD (Allemagne, États-Unis, France et Japon)[19].

La part de l'APD globale versée à l'Afrique a chuté de 37,6 % à 26,7 % au cours de la dernière décennie

Régions du monde : part de l'APD totale et APD totale reçue par l'Afrique (2013-2023)



Part de l'APD totale pour chaque région du monde

- Europe
- Afrique
- Amérique
- Asie
- Pays en développement, non spécifiés*
- APD totale reçue par l'Afrique

*L'expression « Pays en développement, non spécifiés » désigne les projets et programmes régionaux qui ne sont pas attribués à un pays bénéficiaire spécifique, ainsi qu'aux activités menées dans les pays bailleurs, telles que les coûts administratifs ou les coûts liés aux réfugiés dans les pays bailleurs[20].

Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après OCDE (2025a).

Les réductions de l'USAID concernent principalement les secteurs liés à la santé et à la gouvernance

Selon le Center for Global Development (CGD), pour 42 pays africains (sur les 44 pays africains pour lesquels des données sont disponibles), les réductions de l'USAID de 2025 s'élèvent à moins de 1 % de leur RNB. Seuls le Libéria et la Somalie dépassent ce seuil avec respectivement 2,59 % et 1,03 %[21].

Cela étant dit, certains secteurs sont confrontés à des conséquences plus graves que d'autres. Les programmes de santé, importants dans l'USAID, sont particulièrement touchés : santé reproductive (-92 %), santé maternelle et infantile (-89 %), préparations aux pandémie et menaces émergentes (-77 %), tuberculose (-72 %), VIH/sida (-69 %) et paludisme (-68 %). Le VIH/sida représentait le deuxième programme de l'USAID après la stabilité macroéconomique.

Les coupes dans les secteurs liés à la gouvernance ont été encore plus massives : appui à la société civile (-99 %), consolidation de la paix (-99 %), participation démocratique (-99 %), bonne gouvernance (-96 %), et justice et droits de la personne (-95 %), même si les montants financiers concernés sont déjà très inférieurs par rapport à la stabilité économique, à la santé et à la nutrition[22].

La santé, le secteur le plus important en valeur monétaire pour l'USAID, et les programmes liés à la gouvernance ont subi d'importantes réductions

Pays africains : impact des réductions de l'USAID (au 27 mars 2025)*

Pays	Réduction en % du RNB	Réduction en % du programme de pays	Réduction absolue (millions de dollars)
Libéria	2,59	98	103
Somalie	1,03	22	113
Malawi	0,94	64	116
Mozambique	0,90	47	172
Mali	0,76	66	149
Rwanda	0,74	65	102
Lesotho	0,65	57	17
Ouganda	0,64	66	307
Burundi	0,63	82	17
Eswatini	0,61	100	25
RDC	0,60	34	387
Zambie	0,48	59	126
République centrafricaine	0,45	12	12
Sénégal	0,43	100	129
Madagascar	0,40	54	62
Djibouti	0,36	99	14
Niger	0,36	34	59
Tanzanie	0,28	38	216
Comores	0,27	100	4
Éthiopie	0,24	30	387
Namibie	0,24	85	28
Zimbabwe	0,24	35	83
Burkina Faso	0,23	18	44
Kenya	0,21	46	225
Ghana	0,14	79	104
Bénin	0,12	58	23
Guinée	0,12	100	25
Cameroun	0,11	59	52
Tunisie	0,11	100	51
Tchad	0,08	8	11
Afrique du Sud	0,07	89	261
Soudan	0,07	8	74
Gambie	0,06	100	1
Libye	0,06	84	26
Nigéria	0,05	23	178
Sierra Leone	0,05	100	3
Égypte	0,04	84	170
Botswana	0,03	68	7
Côte d'Ivoire	0,03	67	23
Mauritanie	0,03	100	3
République du Congo	0,02	41	3
Maroc	0,02	100	32
Angola	0,00	44	3
Soudan du Sud	0,00	8	54

Pour 42 pays africains, les réductions de l'USAID représentent moins de 1 % de leur RNB

*Sur la base des obligations financières de l'USAID pour 2024-2025 ; données non disponibles pour l'Algérie, Cabo Verde, l'Érythrée, le Gabon, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Maurice, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles et le Togo.

Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après Center for Global Development (2025a).

Les droits de douane américains imposés aux pays africains auront des effets bien plus dévastateurs sur leur PIB que les réductions de l'USAID

Alors que l'impact estimé des réductions de l'USAID sur le RNB reste relativement faible, l'imposition du nouveau régime tarifaire du gouvernement des États-Unis pourrait avoir des effets bien plus dévastateurs. Jusqu'ici, 32 pays africains bénéficiaient d'un accès en franchise de droits au marché des États-Unis dans le cadre de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). En avril 2025, un nouveau taux tarifaire de 20 % a été annoncé pour 16 d'entre eux, et 13 autres pays ont reçu des taux encore supérieurs, avec en tête le Lesotho (60 %), Madagascar (57 %) et Maurice (50 %). Selon les estimations d'alors, les effets de l'augmentation des droits de douane pourraient coûter au Lesotho 6 % de son PIB, à Madagascar 2,2 % et à Maurice 0,6 %[23].

En juillet et août 2025, ces taux ont été révisés et, au 1er août 2025, ils ont été ramenés à 15 % pour la plupart des pays, à l'exception de l'Afrique du Sud pour laquelle le taux est resté à 30 %. En conséquence, les importations aux États-Unis en provenance d'Afrique du Sud sont tombées à leur niveau le plus bas depuis cinq ans[24].

Avec l'expiration de l'AGOA le 30 septembre 2025 et l'imposition des nouveaux droits de douane, les exportations vers les États-Unis de tous les pays parties à l'AGOA devraient chuter de 30,9 milliards de dollars à 28,2 milliards de dollars, principalement en raison de la forte baisse des exportations de l'Afrique du Sud, qui devraient passer de 16,1 à 13,2 milliards de dollars[25].

Le nouveau régime tarifaire des États-Unis pourrait coûter au Lesotho et à Madagascar respectivement 6 % et 2,2 % de leur PIB

La fin de l'AGOA pourrait coûter aux pays africains environ 2,7 milliards de dollars en exportations

Si le ratio APD/RNB de l'Afrique demeure le plus élevé au monde, il diminue depuis plusieurs années

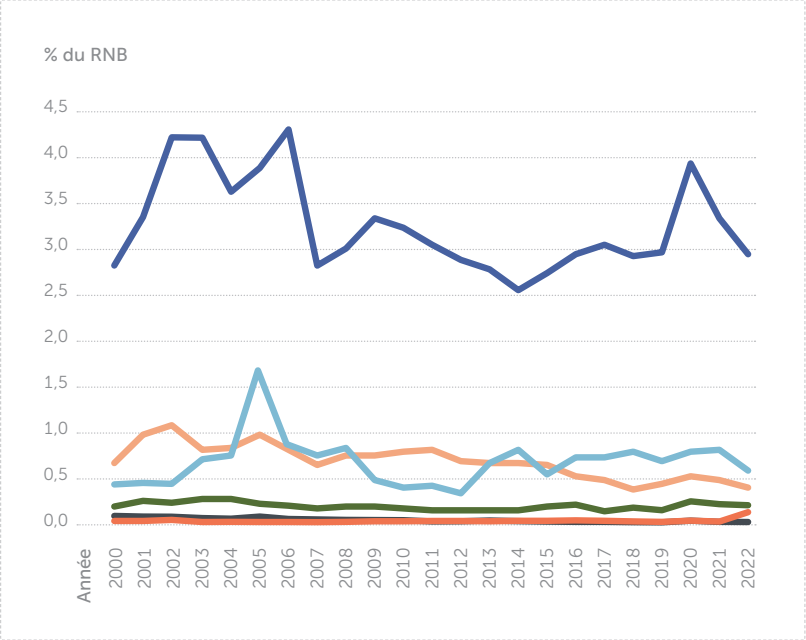
L'APD nette reçue en pourcentage du RNB est restée plus ou moins la même en Afrique subsaharienne au cours des 20 dernières années, passant de 2,83 % en 2000 à 2,95 % en 2022 (dernière année disponible). Il s'agit de la part la plus élevée de toutes les régions du monde : elle est cinq fois supérieure à celle de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord, qui occupait la deuxième place avec 0,59 % en 2022.

Contrairement à d'autres régions dont la part est demeurée relativement stable, la part de l'Afrique subsaharienne a diminué de 2006 jusqu'en 2019, après le sommet historique de 4,29 % atteint depuis 2000. En 2020, l'APD en pourcentage du RNB est passée de 2,96 % à 3,94 %, soit la plus forte hausse annuelle, en raison de l'augmentation des versements liés à la COVID-19.

Le ratio APD/RNB a ainsi augmenté dans 43 des 51 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, soit le nombre le plus élevé de pays depuis 2000. Depuis 2020, ce nombre de pays a de nouveau diminué, bien que parti de beaucoup plus haut[26].

Le ratio APD/RNB de l'Afrique subsaharienne demeure le plus élevé au monde, à 2,95 %, et sa tendance à la baisse s'est interrompue au moment de la COVID-19

Régions du monde : APD reçue en % du RNB (2000-2022)



Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après Banque mondiale (2025c)

Forte baisse de la dépendance des pays africains à l'égard de l'APD

En outre, le nombre de pays africains pour lesquels l'APD reçue représente une part importante de leur RNB a diminué au cours des deux dernières décennies. En 2000, le ratio APD/RNB était supérieur à 5 % pour 27 pays, supérieur à 10 % pour 14 pays et supérieur à 20 % pour 5 pays. En 2022, ces chiffres sont tombés à 22, 9 et 1 pays, respectivement[27].

Au niveau mondial, sur les 20 pays pour lesquels l'APD nette reçue est la plus élevée en pourcentage du RNB, huit sont africains et représentent ensemble 8,6 % de la population totale du continent[28]. Parmi ces huit pays, nombreux sont ceux qui se trouvent dans une situation de conflit aigu ou qui ont un passé de conflit prolongé : le Burundi, le Libéria, le Mozambique, le Niger, la République centrafricaine et la Somalie.

Sans surprise, les ratios APD/RNB de ces États sont conformes à ceux d'autres pays en conflit, tels que la Syrie ou l'Ukraine, ce qui montre que la « dépendance » à l'APD n'est pas un défi propre à l'Afrique, mais est plutôt liée aux conflits et à l'aide humanitaire. Les autres pays de la liste sont essentiellement des micro-États insulaires dont le RNB est relativement faible.

Le nombre de pays africains avec un ratio APD/RNB supérieur à 10 % a diminué, de 19 en 2000 à 10 en 2022

20 premiers pays : APD nette reçue en pourcentage du RNB (2022)

Classement	Pays	APD reçue en % du RNB (2022)
1	Tuvalu	79,85
2	Tonga	54,26
3	Îles Marshall	48,21
4	Syrie	36,28
5	Micronésie	32,41
6	République centrafricaine	27,22
7	Afghanistan	26,78
8	Kiribati	22,10
9	Palaos	21,52
10	Somalie	19,07
11	Burundi	17,20
12	Ukraine	16,85
13	Îles Salomon	16,05
14	Samoa	15,54
15	Mozambique	14,65
16	Niger	14,48
17	Nauru	14,21
18	Libéria	12,92
19	Gambie	12,55
20	Malawi	11,16

Source : Fondation Mo Ibrahim, d'après Banque mondiale (2025c)

Des ratios APD/RNB élevés sont souvent liés aux conflits et à l'aide humanitaire. Ils ne correspondent pas à une « problématique africaine », comme le montrent les données relatives à l'Afghanistan, à la Syrie et à l'Ukraine

Les partenaires non-membres du CAD prennent progressivement le relais ?

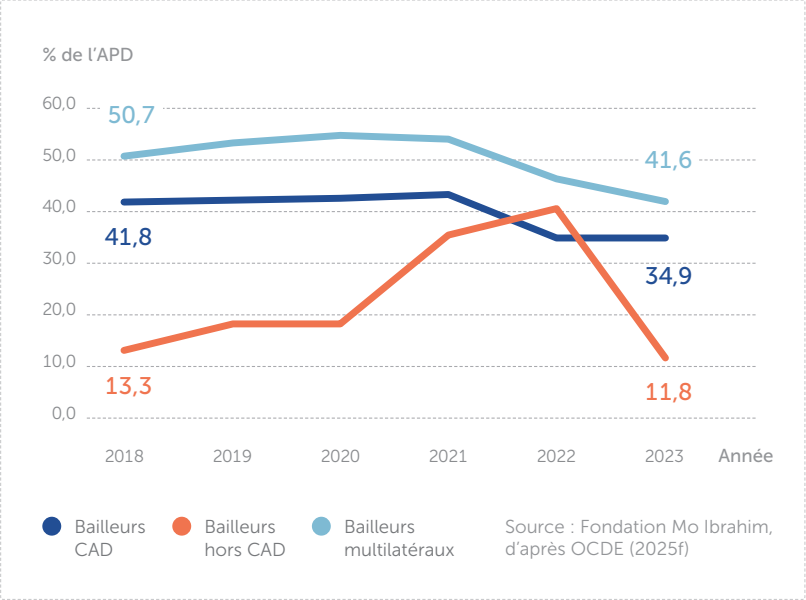
Bien que leurs contributions totales à l'aide en direction de l'Afrique demeurent faibles en comparaison, les bailleurs non-membres du CAD augmentent leur appui depuis 2018. L'APD vers l'Afrique provenant de pays non-membres du CAD a considérablement augmenté, passant de 2,9 milliards de dollars en 2018 à 6,7 milliards de dollars en 2022, avant de chuter à 1,7 milliard de dollars en 2023. La part du continent dans l'APD octroyée par des bailleurs non-membres du CAD a constamment augmenté entre 2018 et 2022, avant de chuter en 2023[29].

L'Arabie saoudite est le plus important des bailleurs non-membres du CAD, se classant au huitième rang des pays, juste derrière la Suède[30]. En 2023, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis représentaient 87 % de l'aide accordée à l'Afrique par des bailleurs non-membres du CAD, l'Arabie saoudite atteignant un ratio APD/RNB de 0,56 %, soit un ratio supérieur à la moyenne du CAD[31]. La baisse constatée entre 2022 et 2023 est due à la diminution de l'APD de l'Arabie saoudite, passée de 5,6 milliards de dollars à 1,1 milliard de dollars[32].

Les données préliminaires pour 2024 montrent que, comme pour les bailleurs traditionnels du CAD, l'aide globale des bailleurs non-membres du CAD a diminué, passant de 11,1 milliards de dollars en 2023 à 10,6 milliards de dollars en 2024[33].

En 2023, l'Arabie saoudite a atteint un ratio APD/RNB supérieur à la moyenne du CAD (0,56 % contre 0,37 %)

Afrique : part de l'APD versée par type de donateur (2018-2023)



L'APD à l'Afrique des bailleurs non-membres du CAD, principalement Arabie saoudite et Émirats arabes unis, a régulièrement augmenté à partir de 2018, dépassant même la part de l'APD provenant du CAD en 2022

Parallèlement à la réduction de l'APD, les dépenses militaires globales ont augmenté de 37 % depuis 2015

La diminution récente de l'APD au niveau mondial coïncide avec l'augmentation des dépenses militaires. Entre 2015 et 2024, alors que la part de l'Afrique en pourcentage de l'APD a baissé de 11 points, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 37 %, la plus forte hausse annuelle étant enregistrée en 2024 (+9,4 %). L'Europe est en tête de cette augmentation avec une hausse de 83 % entre 2015 et 2024, suivie par l'Asie et l'Océanie (+46 %), les Amériques (+19 %) et l'Afrique (+11 %).

Les quatre plus grands bailleurs bilatéraux d'APD en Afrique figurent tous parmi les dix pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées au monde, avec des augmentations différentes en 2024: Allemagne (+28 %), Japon (+21 %), France (+6,1 %) et États-Unis (+5,7 %)[34].

En juin 2025, les membres de l'OTAN ont décidé de porter leur ratio dépenses militaires/PIB à 3,5 %

Objectif CAD 0,7 % contre objectif OTAN 3,5 % : la solidarité supplantée par la sécurité ?

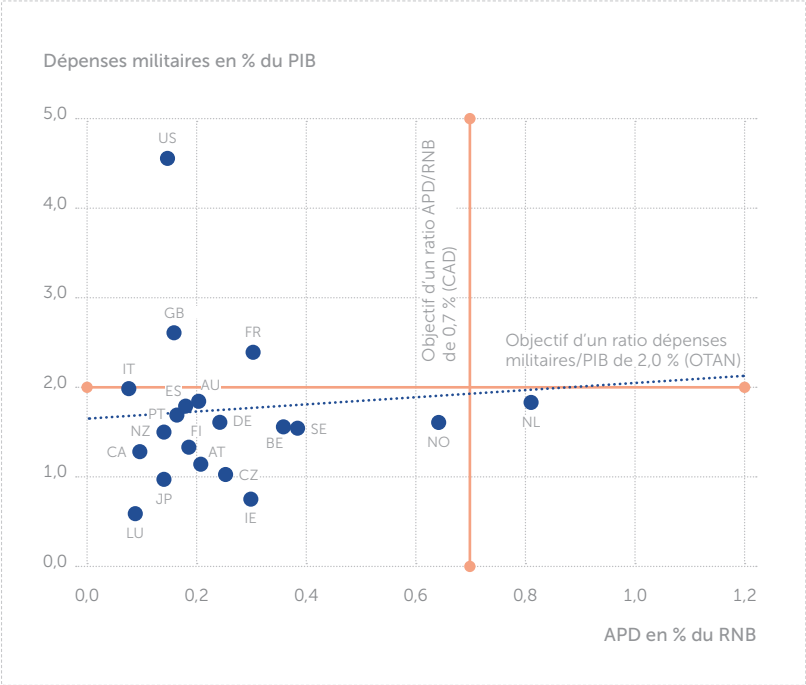
En juin 2025, les pays-membres de l'OTAN ont décidé de revoir à la hausse la part de leur PIB consacrée aux dépenses militaires, en passant d'un objectif de 2 % fixé en 2006 à 3,5 %. Bien que les circonscriptions CAD et OTAN ne se chevauchent pas entièrement, 25 des 32 pays membres du CAD font également partie de l'OTAN[35].

La comparaison entre l'objectif fixé en 1970 de consacrer 0,7 % du RNB à l'APD et l'objectif établi en 2006 d'affecter 2 % du PIB à la défense au cours des deux dernières décennies montre qu'en 2002 (premières données disponibles pour l'APD), la plupart des pays du CAD n'atteignaient ni l'un ni l'autre. Un seul État (les Pays-Bas) avait atteint l'objectif du ratio APD/RNB et trois (les États-Unis, la France et le Royaume-Uni) respectaient les directives relatives au ratio défense/PIB. En 2023 cependant, alors que seuls deux pays consacraient plus de 0,7 % de leur RNB à l'APD (Allemagne et Luxembourg), le nombre de pays atteignant l'objectif de 2 % fixé par l'OTAN avait plus que quadruplé pour atteindre 14 (Corée du Sud, Danemark, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni et Slovaquie).

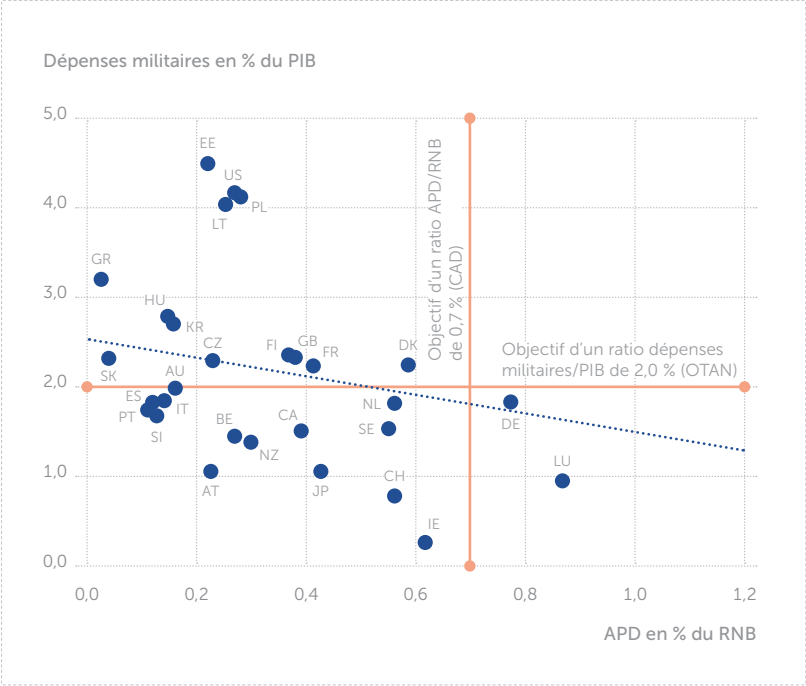
En 2002, la plupart des pays du CAD n'atteignaient ni le ratio APD/RNB de 0,7 % ni le ratio défense/PIB de 2 %

Il est intéressant de noter que si en 2002, une légère corrélation pouvait être observée entre les deux objectifs, c'est-à-dire que plus les pays dépensaient pour la défense, plus ils dépensaient également pour l'APD, en 2023, cette tendance s'est inversée : plus les dépenses militaires d'un pays membre du CAD étaient élevées, moins il avait tendance à consacrer des ressources à l'APD[36].

Pays du CAD : part de l'APD dans le RNB et part des dépenses militaires dans le PIB (2002)*



Pays du CAD : part de l'APD dans le RNB et part des dépenses militaires dans le PIB (2023)*



Plus les dépenses militaires d'un pays sont élevées, moins il a tendance à affecter des fonds à l'APD : en 2023, la plupart des pays qui ont atteint l'objectif de 2 % du PIB consacré à la défense n'ont pas atteint l'objectif de 0,7 % du RNB consacré à l'APD

*Ne comprend que les pays qui étaient ou sont devenus des membres officiels du CAD au cours d'une année donnée, et exclut les pays pour lesquels les quatre points de données (APD, dépenses militaires, RNB et PIB) n'étaient pas tous disponibles.

Source : Fondation Mo Ibrahim d'après OCDE (2025i), Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) (2025b) et Banque mondiale (2025d ; 2025e)

Références

[1] OCDE (2025a), Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Bailleurs publics, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Aide publique au développement, Versements, Prix constants, 2013-2023, Afrique, Amérique, Asie, Europe, Pays en développement non spécifié. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025a (page consultée le 25 mars 2025).

[2] Banque mondiale (2025a), Données ouvertes de la Banque mondiale, Indicateur : Transferts personnels et rémunération des employés ($ US courants). Disponible à l'adresse suivante : https://donnees.banquemondiale.org/indicator/BX.TRF.PWKR.CD.DT (page consultée le 18 mars 2025).

[3] CNUCED (2025), « Afrique : les investissements étrangers atteignent un niveau record en 2024 ». Disponible à l'adresse suivante : https://unctad.org/fr/news/afrique-les-investissements-etrangers-atteignent-un-niveau-record-en-2024 (page consultée le 18 juillet 2025).

[4] OCDE (2025b), Explorateur des données de l'OCDE, Statistiques des recettes publiques mondiales, indicateurs : Administrations publiques, Recettes fiscales totales, Pourcentage du PIB, 2022, Afrique. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025b (page consultée le 18 juillet 2025).

[5] Banque mondiale (2025b), Base de données des indicateurs du développement mondial, série : Stocks de la dette extérieure, publique et garantie par l'État (PGE) (Dette en cours et décaissée, $ US courants). Disponible à l'adresse suivante : https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators (page consultée le 4 mars 2025).

[6] ONE (2025), « African Debt ». Disponible à l'adresse suivante : https://data.one.org/topics/african-debt/ (page consultée le 31 mars 2025).

[7] CNUCED (2020), *Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique*, p. 29. Disponible à l'adresse suivante : https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2020_fr.pdf (document consulté le 31 mars 2025).

[8] Global Tax Expenditures Database (2024), *Global Tax Expenditures Database full dataset (1.3.0)*. Disponible à l'adresse suivante : https://zenodo.org/records/12585656 (page consultée le 31 mars 2025).

[9] Maison Blanche (2025), « Reevaluating and Realigning United States Foreign Aid ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/reevaluating-and-realigning-united-states-foreign-aid/ (page consultée le 9 avril 2025).

[10] The New York Times (2025), « What Remains of U.S.A.I.D.? ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.nytimes.com/interactive/2025/06/22/us/politics/usaid-foreign-aid-trump.html (page consultée le 17 juillet 2025).

[11] OCDE (2025c), Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Bailleurs publics, États-Unis, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Ade publique au développement, Versements, Prix constants, 2013-2023, Afrique. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/a2wrfy9j (page consultée le 25 mars 2025).

[12] OCDE (2025d), *Données préliminaires de l'aide publique au développement en 2024, Note de synthèse détaillée*, DCD(2025)6, p. 10. Disponible à l'adresse suivante : https://one.oecd.org/document/DCD(2025)6/FR/pdf (document consulté le 1er juillet 2025).

[13] ReliefWeb (2025), *Stumbling giant: Germany cuts aid.* Disponible à l'adresse suivante : https://reliefweb.int/report/germany/stumbling-giant-germany-cuts-aid ; BASIC Development Foundation (2025), « Germany's ODA Cuts: A Global Ripple Effect on Development and Aid ». Disponible à l'adresse suivante : https://basicdf.org/2025/01/15/germanys-oda-cuts-a-global-ripple/ (tous deux consultés le 2 avril 2025).

[14] Le Monde (2025), « Ce que contient finalement le budget de l'Etat pour 2025 ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/02/05/impots-taxes-enveloppes-en-baisse-ce-que-contient-finalement-le-budget-2025_6533445_4355770.html (page consultée le 2 avril 2025).

[15] Bond (2024), « Autumn budget cuts UK aid for the next year – Bond reaction ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.bond.org.uk/press-releases/2024/10/autumn-budget-cuts-uk-aid-for-the-next-year-bond-reaction/ (page consultée le 2 avril 2025).

[16] OCDE (2025d), p. 10.

[17] ONE (2025), « Official Development Assistance (ODA) ». Disponible à l'adresse suivante : https://data.one.org/analysis/official-development-assistance#how-much-aid (page consultée le 25 mars 2025).

[18] OCDE (2025d), p. 10.

[19] OCDE (2025a).

[20] OCDE (2025e), *Development Co-operation Profiles: Methodological notes*, p. 6. Disponible à l'adresse suivante : https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-issues/development-co-operation/development-co-operation-profiles/development-co-operation-profiles-methodology.pdf (document consulté le 17 juillet 2025) ; Ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (2024), *Statistics on International Development: Final UK ODA Spend 2023,* p. 13-14. Disponible à l'adresse suivante : https://assets.publishing.service.gov.uk/media/67055997080bdf716392f012/Statistics_on_International_Development_Final_UK_ODA_Spend_2023.pdf (document consulté le 17 juillet 2025).

[21] CGD (2025a), « USAID cuts: new estimates at country level ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.cgdev.org/blog/usaid-cuts-new-estimates-country-level (page consultée le 2 mai 2025).

[22] The New York Times (2025).

[23] CGD (2025b), « The New US Tariff Regime is Another Blow for Africa ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.cgdev.org/blog/new-us-tariff-regime-another-blow-africa (page consultée le 24 septembre 2025).

[24] CGD (2025c), « US Tariff Tyranny and Africa: An Update ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.cgdev.org/blog/us-tariff-tyranny-and-africa-update (page consultée le 24 septembre 2024).

[25] Reuters (2025), « African exports face immediate damage from lapse of US trade initiative ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.reuters.com/sustainability/african-exports-face-immediate-damage-lapse-us-trade-initiative-2025-10-01/ (page consultée le 7 octobre 2025).

[26] Banque mondiale (2025c), Base de données des indicateurs de la gouvernance mondiale, indicateur : APD nette reçue (% du RNB), Tous les pays et économies, 2000-2022. Disponible à l'adresse suivante : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.GN.ZS (page consultée le 2 juillet 2025).

[27] Calculs MIF d'après Banque mondiale (2025b).

[28] Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (DESA) (2024), World Population Prospects dataset 2024. Indicateurs utilisés : Estimations, population totale au 1er juillet (en milliers). Disponible à l'adresse suivante : https://population.un.org/wpp/downloads?folder=Standard%20Projections&group=Most%20used (page consultée le 18 juillet 2025). L'année 2022 a été utilisée pour correspondre à la dernière année disponible de l'APD nette reçue en % du RNB.

[29] OCDE (2025f), Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Pays du CAD, Pays non-CAD, Organisations multilatérales, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Aide publique au développement, Versements, Prix constants, 2013-2023, Afrique, Amérique, Asie, Europe, Océanie. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025f (page consultée le 12 mai 2025).

[30] OCDE (2025g), Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Tous les bailleurs publics, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Aide publique au développement, Versements, Prix constants, 2013-2023, Afrique. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025g (page consultée le 25 mars 2025).

[31] Calculs MIF d'après OCDE (2025j). Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Arabie saoudite, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, APD, Décaissements, Prix constants, 2023, Pays en développement. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025j, et Banque mondiale (2025d). Base de données des indicateurs de la gouvernance mondiale, indicateur : RNB (dollars US constants 2015), Pays du CAD, 2002-2023. Disponible à l'adresse suivante : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GNP.MKTP.KD (les deux pages ont été consultées le 24 juillet 2025).

[32] OCDE (2025h), Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Tous les pays non-CAD, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Aide publique au développement, Versements, Prix constants, 2013-2023, Afrique. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025h (page consultée le 12 mai 2025).

[33] OCDE (2025d), p. 10.

[34] SIPRI (2025a), *Trends in World Military Expenditure, 2024.* Disponible à l'adresse suivante : https://www.sipri.org/publications/2025/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2024 (document consulté le 25 juin 2025, p. 2).

[35] OTAN (2025), « Dépenses de défense et engagement des 5 % ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.nato.int/fr/what-we-do/introduction-to-nato/defence-expenditures-and-natos-5-commitment (page consultée le 25 juillet 2025).

[36] Calculs MIF d'après OCDE (2025i). Explorateur des données de l'OCDE, Système de notification des pays créanciers, indicateurs : Tous les pays du CAD, Tous secteurs, Tous canaux, Toutes modalités, Aide publique au développement, Versements, Prix constants, 2002-2023, Pays en développement. Disponible à l'adresse suivante : https://tinyurl.com/OCDE-2025i ; SIPRI (2025b), SIPRI Military Expenditures Database 2025, indicateur : Dépenses militaires par pays en dollars constants (2023). Disponible à l'adresse suivante : https://www.sipri.org/databases/milex, Banque mondiale (2025d) ; Banque mondiale (2025e), Base de données des indicateurs de la gouvernance mondiale, indicateur : PIB (en dollars US constants de 2015, pays du CAD, 2002-2023. Disponible à l'adresse suivante : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD (toutes les pages ont été consultées le 24 juillet 2025).

mo.ibrahim.foundation

FB→ /MoIbrahimFoundation

X → @Mo_IbrahimFdn

IG→ moibrahimfoundation